



communiqué de presse - lundi 6 avril 2026

Loi Alsace : mensonges, balivernes et manipulations

A propos de la proposition de loi visant à permettre à l'Alsace de sortir de la Région Grand Est qui sera examinée à l'Assemblée nationale mardi 7 avril, les auteurs des récentes tribunes publiées dans Le Figaro et Le Monde recyclent et actualisent les mêmes fake news qu'il y a... 100 ans !

La joyeuse foire aux concepts

Collectivité à statut particulier, autonomisme, indépendantisme, séparatisme... Dans une [tribune parue dans Le Figaro](#) (1) le 4 avril 2026, l'ancien ministre de l'Education nationale Jean-Michel Blanquer et Benjamin Morel – tous deux juristes en droit public à l'université Panthéon-Assas – n'hésitent pas à amalgamer joyeusement des concepts pourtant bien distincts.

N'eut-il été plus légitime et enrichissant, pour les lecteur(ice)s, d'apprendre la différence, juridique et objective, entre ces concepts ? Et que la revendication des Alsaciens n'a rien à voir avec celle des Corses ?

Mensonges par omission

Dans leur tribune, les auteurs oublient (?) de préciser que les collectivités à statut particulier (CSP) existent déjà en droit français, gravées dans le marbre de la Constitution à l'article 72. Dans leurs cours à Panthéon-Assas, le professeur Blanquer et le maître de conférences B. Morel expliquent-ils à leur(e)s étudiant(e)s que les statuts particuliers de la Ville de Paris - capitale du pays - et de la métropole de Lyon constituent une menace pour l'unité de la République ? Quel crédit peut-on porter à de tels enseignants-chercheurs ?

Lorsque les régions menaçaient l'unité nationale

Dans la même veine, c'est dans une [tribune du Monde](#) du 5 avril 2026 que 10 présidents de régions expliquent que les anciennes régions – dont l'Alsace, la Lorraine et la Champagne-Ardenne, fusionnées en 2015 par un coup de crayon – constituaient en réalité... une menace pour l'unité de la République. Le président Pompidou et le législateur de 1972, de dangereux... proto-séparatistes ?

Des présidents de région europhobes

Le 17 janvier 2007, le Parlement français ratifiait la [Charte européenne de l'autonomie locale](#) du Conseil de l'Europe. Ce traité international mentionne explicitement, dans son article 5, que « *Pour toute modification des limites territoriales locales, les collectivités locales concernées doivent être consultées préalablement* ». Au regard de ce texte, pourtant ratifié par la France, la région Grand Est, notamment, est d'une légalité douteuse puisque créée en 2015 sans consultation des anciennes régions, comme le rappelle le rapport CG30(2016)06-FINAL du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe en 2016.

Dès lors, quelle est l'expression démocratique des présidents de régions opposés à la sortie de l'Alsace lorsqu'ils « s'assoient » littéralement sur un traité international dûment ratifié ?

Les Alsaciens, tous nazis !

C'est, à peine voilée, l'accusation que porte Carole Delga, présidente de la région Occitanie et présidente de l'association [Régions de France](#), dans la tribune du Monde lorsqu'elle estime que la proposition de loi Alsace répond « *parfaitement, pour ne pas dire au mot près, aux exigences de l'extrême droite* ».

Les 85 % d'Alsacien(ne)s qui, depuis 10 ans, réclament juste le retour d'une région Alsace sortie du Grand Est apprécieront le raccourci, tant et tant de fois recyclé pour détruire leur culture multiséculaire.

1926-2016 : 100 ans de fake-news

Le contexte actuel n'est pas sans rappeler celui de 1926 lorsqu'en Alsace, les Autorités, à cause de leur ignorance crasse de ses particularités historiques et culturelles, traînaient devant les tribunaux les élus du peuple pour « atteinte à la sûreté de l'Etat ». Les mêmes accusations – infondées – de séparatisme, les mêmes arguments fallacieux et méprisants, les mêmes tribunes dans les journaux de l'époque...

Ce que veulent les Alsaciens

En 1926, juste le respect de leur particularisme, notamment linguistique, au sein de la République.

En 2026, juste la (re)création d'une région Alsace, au sein de la République.

Le reste n'est que mensonges, balivernes et manipulations idéologiques.

(1) Réservé aux abonnés mais publié dans son intégralité sur le site du [Comité laïcité République](#)

Contact presse : Eric Mutschler - contact@unsrigschicht.org

A propos...

Unsri Gschicht - *notre histoire* en dialecte alémanique - a pour ambition de faire [re]connaître l'histoire de l'Alsace - tant aux Alsaciens eux-mêmes que par-delà les Vosges et le Rhin - en se fondant sur les faits, sans a priori idéologiques, pour préserver et transmettre notre patrimoine culturel - notamment linguistique - dans un esprit de paix et de fraternité entre les peuples.

www.unsrigschicht.org



UNSRI GSCHICHT

14 rue des Sarcelles, 67100, STRASBOURG

Cet email a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}

Vous avez reçu cet email parce que vous vous figurez dans la base Cision.

[Unsubscribe](#)

